

Art. 4. Une allocation d'études n'est octroyée qu'après présentation d'une attestation mentionnant, soit que l'élève est encore soumis à l'obligation scolaire, soit qu'il n'est plus soumis à l'obligation scolaire, mais qu'il a achevé avec fruit l'année scolaire précédente et qu'il suit les cours d'une année d'études d'un niveau supérieur ou qu'il suit les cours d'une année de même niveau, sur avis motivé du chef de l'établissement scolaire qu'il a fréquenté.

Art. 5. Le gouverneur de la province dans laquelle est situé l'établissement d'enseignement instruit les demandes et transmet toutes les données utiles à Notre Ministre de l'Education nationale, qui octroie les allocations.

Art. 6. A l'issue de l'année scolaire pour laquelle l'allocation a été octroyée, le gouverneur vérifie si les élèves ont suivi régulièrement les cours et les exercices prévus et s'ils se sont présentés à toutes les épreuves de fin d'année, y compris les examens de passage et la deuxième session.

Art. 7. La décision de recouvrer totalement ou partiellement une allocation d'études est prise par Notre Ministre de l'Education nationale.

Art. 8. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur au début de l'année scolaire 1972-1973.

Donné à Motril, le 23 août 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

Art. 4. Geen studietoelage mag worden verleend dan na het voorleggen van een attest waarbij vermeld wordt, ofwel dat de leerling nog leerplichtig is, ofwel dat hij niet meer leerplichtig is, maar dat hij met vrucht het vorige schooljaar beëindigd heeft en dat hij de lessen volgt van een leerjaar van hoger niveau of, op gemotiveerd advies van het hoofd van de onderwijsinstelling die hij bezocht heeft, van een leerjaar van zelfde niveau.

Art. 5. De gouverneur van de provincie waar de onderwijsinstelling gelegen is, onderzoekt de aanvragen en zendt alle nuttige gegevens over naar Onze Minister van Nationale Opvoeding, die de toelagen verleent.

Art. 6. Na afloop van het schooljaar waarvoor de toelage werd verleend, onderzoekt de gouverneur of de leerlingen regelmatig de lessen en alle voorziene oefeningen hebben bijgewoond en of zij zich op alle eindejaarsexamens hebben aangemeld, herexamens en tweede zitting inbegrepen.

Art. 7. De beslissing tot totale of gedeeltelijke terugvordering van een studietoelage wordt getroffen door Onze Minister van Nationale Opvoeding.

Art. 8. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit, dat in werking treedt met ingang van het schooljaar 1972-1973.

Gegeven te Motril, 23 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CLAES

23 AOUT 1972. — Arrêté royal fixant les conditions peu aisées des candidats à une allocation d'études

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations d'études;

Vu l'avis de Notre Secrétaire d'Etat au Budget;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. 1° Pour l'application de la loi du 19 juillet 1971 précitée, est considéré comme peu aisé, le candidat dont le revenu annuel net imposé globalement, majoré du revenu imposé distinctement, et le revenu semblable des personnes qui ont la charge de son entretien ou y pourvoient, ne dépasse pas le maximum indiqué ci-après :

97 500 F lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;

130 000 F lorsqu'il y a une personne à charge, ce montant s'augmentant d'une somme de 40 625 F pour la deuxième personne à charge et d'une somme de 48 750 F pour chaque personne supplémentaire à charge au-delà de la deuxième.

Toutefois, pour l'application de l'article 5 du présent arrêté, il sera tenu compte des revenus fixés avant la retenue prévue par les dispositions de l'article 63 du Code des impôts sur les revenus.

2° Les maxima cités ci-dessus correspondent au chiffre 100,30 de l'indice général des prix à la consommation. Ils sont augmentés de cinq pour cent, par tranche entière de 3,24 points au-delà de 100,30. L'indice pris en considération est celui qui est établi au 1er décembre précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

3° Les maxima cités ci-dessus sont diminués de moitié pour le candidat poursuivant des études secondaires, qui est encore soumis à l'obligation scolaire.

23 AUGUSTUS 1972. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de minvermogensheid van de kandidaten voor een studietoelage

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Studietoelagen;

Gelet op het advies van Onze Staatssecretaris voor Begroting;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, 2e lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Nationale Opvoeding,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. 1° Wordt voor de toepassing van voornoemde wet van 19 juli 1971 als minvermogen beschouwd, de kandidaat wiens gezamenlijk belast netto-jaarinkomen plus het afzonderlijk belast inkomen en het gelijkaardig inkomen van de personen van wie hij ten laste is of die in zijn onderhoud voorzien, het hierna vermelde maximumbedrag niet overschrijft :

97 500 F voor de kandidaat die alleen in zijn onderhoud voorziet;

130 000 F wanneer één persoon ten laste is; dit bedrag wordt verhoogd met 40 625 F voor de tweede persoon ten laste en met 48 750 F voor elke bijkomende persoon ten laste volgende op de tweede.

Nochtans zal voor de toepassing van artikel 5 van dit besluit rekening gehouden worden met het inkomen vastgesteld vóór de aftrek voorzien bij de bepalingen van artikel 63 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen.

2° De hierboven opgegeven maximumbedragen komen overeen met het cijfer 100,30 van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. Ze worden verhoogd met vijf ten honderd per volledige tranche van 3,24 punten boven de 100,30. Het in aanmerking genomen indexcijfer is het cijfer vastgesteld op de 1e december die het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

3° De hierboven opgegeven maximumbedragen worden met de helft verminderd wanneer de kandidaat die secundair onderwijs volgt, nog leerplichtig is.

§ 2. Ne sont toutefois pas considérées de condition peu aisée, les personnes possédant plus d'une propriétés foncière, dont les revenus cadastraux, additionnés avant réduction éventuelle prévue à l'article 10 du Code des impôts sur les revenus, dépassent le cinquième du maximum fixé au § 1er, 1°.

§ 3. Pour l'application du § 1er du présent article, le revenu, non imposé en Belgique, est pris en considération et établi par toutes voies de droit.

Art. 2. Si parmi les personnes à charge, il y a plusieurs étudiants poursuivant pendant l'année académique envisagée, des études supérieures, il est ajouté autant de personnes qu'il y a hormis le candidat d'autres étudiants poursuivant des études supérieures.

Art. 3. Si le revenu mentionné à l'article 1er du présent arrêté dépasse le maximum prévu, il peut être octroyé une allocation dont le montant, arrondi à la centaine de francs inférieure, sera égal à la différence qui apparaîtrait entre le montant de l'allocation auquel il pourrait prétendre si le revenu égalait ledit maximum et la fraction de revenu qui dépasse ledit maximum. Toutefois il n'est pas accordé d'allocation d'études lorsque la différence est inférieure à 5 000 F. Lorsque le montant maximum fixé n'est pas dépassé, l'allocation d'études s'élève au moins à 5 000 F. Les dispositions de cet article ne s'appliquent qu'aux candidats à une allocation d'études supérieures.

Art. 4. 1° Si le candidat prétend pourvoir seul à son entretien, le revenu pris en considération peut être limité à son revenu s'il a disposé d'un revenu professionnel :

ou bien pendant l'année civile précédant l'année de la demande ainsi que pendant l'année civile même de la demande;

ou bien pendant l'année civile précédente le début de ses études supérieures ou l'année préparatoire à ces études, ainsi que pendant l'année civile même pendant laquelle il a entamé ses études supérieures ou l'année préparatoire à ces études.

Le revenu professionnel ainsi perçu ne peut être inférieur, en moyenne, au minimum imposable à l'impôt des personnes physiques.

2° Si personne ne pourvoit à l'entretien de l'intéressé, la condition prévue au 1° ne s'applique pas :

- a) à l'orphelin de père et mère;
- b) au candidat dont le parent survivant ou les deux parents sont déçus de la puissance paternelle;
- c) au candidat qui, par suite de sa majorité, cesse d'être entièrement à charge d'une commission d'assistance publique, d'un comité de protection de la jeunesse ou d'un tribunal de la jeunesse;

d) au candidat reconnu comme réfugié politique par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies;

e) au candidat qui, à la suite du divorce de ses parents, est obligé de pourvoir seul à son entretien, pour autant que le divorce ait été prononcé au cours des deux années civiles complètes précédant l'année de la demande d'allocation.

Art. 5. Sous les conditions énumérées au 1° de l'article 4 du présent arrêté, l'époux (épouse) peut être considéré(e) comme la personne pourvoyant à l'entretien du candidat, pour autant que le mariage ait été contracté avant le premier novembre de l'année académique envisagée.

Art. 6. Le revenu mentionné à l'article 1er du présent arrêté est celui perçu au cours de l'année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

Au cas où l'exactitude de ce revenu n'aurait pas encore été contrôlée à l'expiration du délai fixé pour l'introduction de la demande, il est tenu compte du revenu perçu au cours de l'année civile précédente. Cette disposition n'est pas applicable lorsque le revenu est pris en considération en vertu des articles 4, 1°, et 5 du présent arrêté.

Au cas où le revenu ne serait connu pour aucune des deux années civiles précitées à la date limite fixée pour l'introduction des demandes, il est tenu compte du revenu de l'antépénultième année civile précédant l'année scolaire ou académique envisagée.

§ 2. Worden evenwel niet als minvermogen beschouwd, de personen die meer dan één onroerend goed bezitten waarvan de kadastrale inkomens, samengeteld vóór de eventuele vermindering krachtens artikel 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen, hoger zijn dan één vijfde van het onder § 1, 1° vastgestelde maximumbedrag.

§ 3. Voor de toepassing van § 1 van dit besluit, zal het in België niet belastbaar inkomen in aanmerking worden genomen en door alle rechtsmiddelen worden vastgesteld.

Art. 2. Wanneer onder de personen ten laste meerdere studenten voorkomen die tijdens het betrokken academiejaar hoger onderwijs volgen, worden zoveel personen bijgeteld als er buiten de kandidaat nog andere personen zijn die hoger onderwijs volgen.

Art. 3. Indien het inkomen vermeld in artikel 1 van dit besluit het maximumbedrag overschrijdt, kan een toelage verleend worden waarvan het bedrag afgerond tot het lagere honderdtal, gelijk is aan het verschil tussen het bedrag van de toelage waarop hij aanspraak zou kunnen maken indien het inkomen gelijk was aan het toegelaten maximumbedrag en het gedeelte van het inkomen dat dit maximumbedrag overschrijdt. Is het verschil echter kleiner dan 5 000 F, dan wordt geen studietoelage toegekend. Wordt het gestelde maximumbedrag niet overschreden, dan bedraagt de studietoelage minstens 5 000 F. De bepalingen van dit artikel hebben alleen betrekking op de kandidaten voor een toelage voor hogere studien.

Art. 4. 1° Wanneer de kandidaat beweert alleen in zijn onderhoud te voorzien, mag het in aanmerking te nemen inkomen beperkt worden tot zijn inkomen, op voorwaarde dat hij over een bedrijfsinkomen heeft beschikt :

ofwel tijdens het kalenderjaar dat het jaar van de aanvraag voorafgaat en tijdens het kalenderjaar zelf van de aanvraag;

ofwel tijdens het kalenderjaar dat het begin van zijn hogere studien of het voorbereidend jaar tot deze studien voorafgaat en tijdens het kalenderjaar zelf waarop hij deze hogere studien of het voorbereidend jaar tot deze studien heeft aangevat.

Het aldus genoten bedrijfsinkomen mag echter gemiddeld niet lager liggen dan het in de personenbelasting belastbaar minimum.

2° Voor zover niemand in zijn onderhoud voorziet geldt de voorwaarde onder 1° niet :

- a) voor de volle wees;
- b) voor de kandidaat waarvan de laatstoverlevende ouder of beide ouders ontzet zijn uit hun ouderlijke macht;
- c) voor de kandidaat die, ingevolge zijn meerderjarigheid, ophoudt volledig ten laste te zijn van een commissie van openbare onderstand, van een jeugdbeschermingscomité of van een jeugdrechtbank;

d) voor de kandidaat die door het Hoog Commissariaat van de Vereniging Naties voor de Vluchtelingen als politiek vluchteling is erkend;

e) voor de kandidaat die naar aanleiding van de echtscheiding van zijn ouders, alleen in zijn onderhoud moet voorzien, voor zover de echtscheiding uitgesproken werd binnen de twee volledige kalenderjaren die het jaar van de aanvraag voor een toelage voorafgaan.

Art. 5. Onder de voorwaarden vermeld sub 1° van artikel 4 van dit besluit, mag de echtgeno(o)t(e) worden beschouwd als de persoon die in het onderhoud van de kandidaat voorziet, indien het huwelijk werd aangegaan vóór 1 november van het betrokken academiejaar.

Art. 6. Het inkomen vermeld in artikel 1 van dit besluit is dat genoten tijdens het kalenderjaar dat het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

Indien de juistheid van dit inkomen nog niet is nagegaan bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van de aanvraag, wordt er rekening gehouden met het inkomen genoten tijdens het voorgaande kalenderjaar. Deze bepaling is niet van toepassing wanneer het inkomen krachtens artikelen 4, 1°, en 5 van dit besluit in aanmerking genomen wordt.

Wanneer het inkomen voor geen van beide voormelde kalenderjaren beschikbaar is op de uiterste datum vastgesteld voor het indienen van de aanvragen, wordt er rekening gehouden met het inkomen van het derde kalenderjaar dat het betrokken school- of academiejaar voorafgaat.

Art. 7. § 1er. Par dérogation à l'article 6, il peut être tenu compte, dans l'intérêt du candidat :

1° du revenu présumé de l'année civile qui suit le début de l'année scolaire ou académique envisagée, lorsque le revenu est diminué par suite du décès, de la mise à la pension, du divorce ou de la séparation de fait depuis un an au moins, de la ou des personnes qui ont la charge de l'entretien du candidat ou y pourvoient. Il ne peut être tenu compte de cette nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année civile à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard au 31 décembre de l'année scolaire envisagée lorsqu'il s'agit d'études secondaires, et au plus tard au 31 mars lorsqu'il s'agit d'études supérieures;

2° du revenu présumé de l'année civile au cours de laquelle débute l'année scolaire ou académique envisagée, lorsque le revenu est diminué à la suite de la perte de l'emploi principal sans qu'une indemnité soit allouée ou de la cessation de toute activité lucrative. Cet emploi principal ou cette activité doivent avoir été exercés pendant au moins deux années civiles au 1er janvier qui précède l'année scolaire ou académique envisagée. Il ne peut toutefois être tenu compte de la nouvelle situation qu'à la condition qu'elle se soit produite au cours de l'année d'imposition à prendre normalement en considération ou ultérieurement, mais au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire ou académique envisagée;

3° du revenu présumé de l'année civile au cours de laquelle débute l'année d'études envisagée, lorsque le revenu est diminué à la suite d'une période de chômage ou de maladie pendant laquelle une indemnité de chômage ou une indemnité accordée par l'assurance-maladie a été octroyée pendant trente jours au moins;

4° du revenu présumé de l'année civile suivant le début de l'année académique envisagée, si le candidat :

a au moins 25 ans à la date fixée pour l'introduction de la demande d'allocation d'études universitaires;

a disposé, au moins pendant les deux années civiles complètes précédant le début de ses études universitaires, d'un revenu professionnel net, au moins égal au maximum imposable à l'impôt des personnes physiques;

s'engage à cesser ou à interrompre ses activités professionnelles pour toute la durée de ses études universitaires.

§ 2. Sur présentation de la déclaration visée à l'article 8-3°, il peut être tenu compte, par dérogation à l'article 6, du revenu présumé pour l'année civile suivant le début de l'année scolaire ou académique envisagée, des candidats visés aux articles 4, 2°, et 10 du présent arrêté.

Art. 8. 1° Le montant du revenu est constaté par des états, certifiés exacts par le contrôleur des contributions et établis d'après les modèles arrêtés par le Ministre de l'Education nationale.

2° Le montant défini d'une allocation octroyée en vertu de l'article 7, est fixé compte tenu des renseignements fournis par les états visés au 1° du présent article.

3° Pour l'admissibilité à une allocation et le calcul de son montant provisoire, dans les cas visés au § 2 de l'article 7, le candidat ou, s'il est mineur, son représentant légal, doit joindre à sa demande une déclaration écrite avec signature légalisée, attestant sur l'honneur que pendant l'année scolaire ou académique envisagée nul ne pourvoit ou ne pourvoira, en tout ou en partie, à l'entretien du candidat.

Art. 9. Par dérogation aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté, il suffira au candidat membre d'une communauté religieuse ou d'une congrégation ayant le statut d'une association sans but lucratif, de fournir une attestation, établie par ses supérieurs, certifiant qu'il est membre de l'association considérée.

Art. 10. Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5, et par mesure transitoire, les revenus pris en considération peuvent être limités aux revenus du candidat marié ou indépendant qui peut être considéré comme isolé et qui a déjà joui de ce chef d'une bourse d'études supérieures en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 15 janvier 1965, pris en exécution de la loi du 19 mars 1954.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 6 mag er, in het voordeel van de kandidaat, rekening gehouden worden :

1° met het vermoedelijke inkomen van het kalenderjaar dat volgt op de aanvang van het betrokken school- of academiejaar, wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het overlijden, het op pensioen stellen, de echtscheiding of de feitelijke scheiding sedert minstens één jaar, van de persoon of de personen die met het onderhoud van de kandidaat belast zijn of die erin voorzien. Met deze nieuwe toestand kan slechts rekening worden gehouden op voorwaarde dat hij zich voordeed tijdens het normaal in aanmerking te nemen kalenderjaar of later, maar alleszins uiterlijk 31 december van het betrokken schooljaar wanneer het secundair onderwijs betreft, en uiterlijk 31 maart wanneer het hoger onderwijs betreft;

2° met het vermoedelijke inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het betrokken school- of academiejaar aanvangt, wanneer het inkomen verminderd is ingevolge het verlies van de hoofdbetrekking zonder dat een vergoeding wordt verleend of het stopzetten van elke winstgevendende activiteit. Deze hoofdbetrekking of deze activiteit moeten minstens gedurende twee kalenderjaren zijn uitgeoefend op de 1e januari die het betrokken school- of academiejaar voorafgaat. Met deze nieuwe toestand kan echter alleen rekening gehouden worden op voorwaarde dat hij zich voordeed tijdens het normaal in aanmerking te nemen aanslagjaar of later, maar alleszins uiterlijk 31 december van het betrokken school- of academiejaar;

3° met het vermoedelijke inkomen van het kalenderjaar gedurende hetwelk het betrokken studiejaar aanvangt, wanneer het inkomen verminderd is ingevolge een werkloosheidsperiode of een ziekteperiode waarvoor gedurende minstens dertig dagen een werkloosheidsvergoeding of een vergoeding door de ziekteverzekering werd toegekend;

4° met het vermoedelijke inkomen van het kalenderjaar dat volgt op de aanvang van het betrokken academiejaar, wanneer de kandidaat :

minstens 25 jaar is op de datum gesteld voor het indienen van de aanvraag voor universitaire studien;

minstens gedurende de twee volle kalenderjaren die de aanvang van zijn universitaire studien voorafgaan, over een netto-bedrijfsinkomen heeft beschikt dat minstens gelijk was aan het in de personenbelasting belastbaar minimum;

de verbintenissen aangaat zijn beroepsbezigheden te staken of te onderbreken voor de ganse duur van zijn universitaire studien.

§ 2. Op voorlegging van de onder artikel 8-3° vermelde verklaring, mag, in afwijking van artikel 6, rekening gehouden worden met hun vermoedelijke inkomen van het kalenderjaar dat volgt op de aanvang van het betrokken school- of academiejaar, voor de kandidaten vermeld in de artikelen 4, 2°, en 10 van dit besluit.

Art. 8. 1° Het bedrag van de inkomsten wordt vastgesteld door middel van staten, echt verklaard door de controleur van de belastingen en opgesteld volgens de modellen bepaald door de Minister van Nationale Opvoeding.

2° Het definitieve bedrag van een toelage verleend krachtens de bepalingen van artikel 7, wordt vastgesteld rekening houdend met de inlichtingen die worden verstrekt door middel van de staten vermeld onder 1° van dit artikel.

3° Voor de vaststelling van de toelaatbaarheid tot een toelage en de berekening van het voorlopig bedrag ervan, wat betreft de gevallen bedoeld onder § 2 van artikel 7, dient de kandidaat of, indien hij minderjarig is, zijn wettelijke vertegenwoordiger, een schriftelijke verklaring op erewoord met gewettigde handtekening bij zijn aanvraag te voegen, waaruit blijkt dat niemand tijdens de duur van het betrokken school- of academiejaar in het onderhoud van de kandidaat, noch geheel, noch gedeeltelijk voorziet of zal voorzien.

Art. 9. In afwijking van de bepalingen van artikel 8 van dit besluit, is het voldoende dat de kandidaat die lid is van een kloostergemeenschap of van een congregatie met het statuut van vereniging zonder winst oogmerk, een door zijn oversten uitgereikt attest overlegt, waaruit blijkt dat hij lid is van de vereniging.

Art. 10. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 en bij overgangsmaatregel, mag het in aanmerking te nemen inkomen beperkt worden tot het inkomen van de gehuwde of zelfstandige kandidaat die als alleenstaande kan beschouwd worden en alz dusdanig reeds bij toepassing van de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 januari 1965, genomen in uitvoering van de wet van 19 maart 1954, een beurs voor hoger onderwijs genoten heeft.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à partir des années scolaire et académique 1972-1973.

Art. 12. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 23 août 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van het school- en academiejaar 1972-1973.

Art. 12. Onze Minister van Nationale Opvoeding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 23 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,

W. CLAES

**Administration centrale. — Nomination. — Promotion
Erratum**

Au *Moniteur belge* du 4 août 1972, page 8612, sous la rubrique Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, il convient de supprimer le mot « Promotion » dans le titre.

Il convient d'insérer entre les mots « Service des établissements scientifiques culturels et arts plastiques » et « Par arrêté royal du 8 novembre 1971 » une nouvelle rubrique et un nouveau titre libellé comme suit :

« Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et Ministère de l'Education nationale et de la Culture française.

» Service national des congrès. — Promotion. »

**Hoofdbestuur. — Benoeming. — Bevordering
Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 4 augustus 1972, blz. 8612, dient in de hoofding het woord « Bevordering » geschrapt te worden.

Tussen de woorden « Dienst voor wetenschappelijke culturele instellingen en plastische kunsten » en « Bij koninklijk besluit van 8 november 1971 » dient de volgende rubriek en hoofding ingelast te worden :

« Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur.

» Nationale Dienst voor Congressen. — Bevordering. »

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA
CULTURE FRANÇAISE ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE ET DE LA CULTURE NÉERLANDAISE**

Institut royal météorologique de Belgique. — Nomination

Par arrêté royal du 24 février 1972, M. Jodogne, Jean-Claude, premier assistant, est promu au rang B de la carrière scientifique et nommé chef de travaux à l'Institut royal météorologique de Belgique, à partir du 1^{er} septembre 1971.

**MINISTERIE VAN NATIONALE OPVOEDING EN NEDER-
LANDSE CULTUUR EN MINISTERIE VAN NATIONALE
OPVOEDING EN FRANSE CULTUUR**

Koninklijk Meteorologisch Instituut van België. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 24 februari 1972 wordt, met ingang van 1 september 1971, de heer Jodogne, Jean-Claude, eerste aanwezende assistent, tot rang B van de wetenschappelijke loopbaan bevorderd en benoemd tot werkleider bij het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

21 SEPTEMBRE 1972

Arrêté ministériel fixant les prix de vente maxima de l'essence

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 30 juillet 1971 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, et notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

Article 1^{er}. Les prix de vente de l'essence ne peuvent dépasser les prix maxima ci-après :

1^o Essence normale :

prix de vente au distributeur-revendeur, taxe sur la valeur ajoutée non comprise : le litre 8,02 F;

prix de vente au consommateur, taxe sur la valeur ajoutée comprise : le litre 10,17 F;

2^o Essence super :

prix de vente au distributeur-revendeur, taxe sur la valeur ajoutée non comprise : le litre 8,47 F;

prix de vente au consommateur, taxe sur la valeur ajoutée comprise, le litre 10,70 F.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

21 SEPTEMBER 1972

Ministerieel besluit tot vaststelling der maximumverkoopprijzen der benzine

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 30 juli 1971 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, en inzonderheid op artikel 2, lid 2 ervan;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. De verkoopprijzen der benzine mogen de hiernavermelde maximumprijzen niet overschrijden :

1^o Gewone benzine :

verkoopprijs aan de verdeler-voortverkoper, belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen : per liter 8,02 F;

verkoopprijs aan verbruiker, belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen : per liter 10,17 F;

2^o Superbenzine :

verkoopprijs aan de verdeler-voortverkoper, belasting over de toegevoegde waarde niet inbegrepen : per liter 8,47 F;

verkoopprijs aan verbruiker, belasting over de toegevoegde waarde inbegrepen : per liter 10,70 F.